

Cote du document: EB 2019/128/R.30/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 7 d) iii) c)
Date: 11 décembre 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président
Proposition de financement additionnel
République d'Ouzbékistan
Projet de diversification et de modernisation
de l'agriculture

Numéro du projet: 2000001283

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Khalida Bouzar

Directrice régionale
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2321
courriel: k.bouzar@ifad.org

Lenyara Fundukova

Chargée de programme de pays par intérim
téléphone: +39 06 5459 2686
courriel: l.fundukova@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-huitième session
Rome, 10-12 décembre 2019

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description du projet initial	1
II. Justification du financement additionnel	2
A. Raison d’être	2
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	3
C. Composantes/résultats et activités	3
D. Avantages, coût et financement	5
III. Gestion des risques	9
A. Risques et mesures d’atténuation	9
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	9
IV. Exécution	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Cadre organisationnel	10
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique	11
V. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VI. Recommandation	11

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Updated logical framework incorporating the additional financing
- III. Updated summary of the economic and financial analysis

Équipe d’exécution du projet

Directrice régionale:	Khalida Bouzar
Chargée de programme de pays par intérim:	Lenyara Fundukova
Responsable technique du projet:	Myriam Fernando
Responsable des finances:	Sengul James
Spécialiste climat et environnement:	Nicolas Tremblay
Juriste:	Matteo Mazzoni

Sigles et acronymes

IFP	Institution financière partenaire
PDMA	Projet de diversification et de modernisation de l'agriculture
PESEC	Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique
S&E	Suivi-évaluation
SFI	Société financière internationale
UGP	Unité de gestion du projet
UZAIFSA	Agence de la sécurité alimentaire et des agro-industries de la République d'Ouzbékistan
UZS	Sum ouzbek

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République d'Ouzbékistan
Organisme d'exécution:	Agence de la sécurité alimentaire et des agro-industries de la République d'Ouzbékistan
Coût total du projet:	163,4 millions d'USD
Montant du prêt initial du FIDA:	46,2 millions d'USD
Montant du don initial du FIDA:	0,3 million d'USD
Conditions du financement initial du FIDA:	Conditions mixtes/don
Montant du prêt additionnel du FIDA:	46,2 millions d'USD
Montant du don additionnel du FIDA:	0,8 million d'USD
Conditions du financement additionnel du FIDA:	Conditions mixtes/don
Cofinanceurs:	Institutions financières participantes
Montant du cofinancement:	21,4 millions d'USD
Cofinanceurs internationaux (financement parallèle):	Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) Société financière internationale (SFI)
Montant du cofinancement international (financement parallèle):	BIRD: 200,0 millions d'USD SFI: 0,8 million d'USD
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	27,0 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	21,4 millions d'USD
Montant du financement du FIDA destiné à (action climatique):	11,4 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 41.

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. Par le présent mémorandum, le Conseil d'administration du FIDA est invité à approuver l'octroi d'un financement additionnel sous la forme d'un prêt de 46,2 millions d'USD à des conditions mixtes et d'un don de 0,8 million d'USD, pour le Projet de diversification et de modernisation de l'agriculture (PDMA). Le projet, d'un coût total de 159,6 millions d'USD, avait été soumis au Conseil d'administration en décembre 2017 (document EB 2017/122/R.27/Rev.1), et le prêt de 46,2 millions d'USD et le don de 0,3 million d'USD ont été approuvés. Un cofinancement, d'un montant de 66 millions d'USD, a été apporté par le Gouvernement (27,0 millions d'USD), les bénéficiaires (19,5 millions d'USD) et les institutions financières partenaires (IFP) (19,5 millions d'USD). Le financement approuvé laissait un déficit de financement de 47 millions d'USD, "qui pourra être financé par des cycles ultérieurs du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) (à des conditions de financement restant à définir et sous réserve de procédures internes et de leur approbation ultérieure par le Conseil d'administration) ou par un cofinancement trouvé en cours d'exécution"¹.
2. Le financement additionnel a pour objectif de combler le déficit de financement de 47,0 millions d'USD et de permettre ainsi l'exécution et l'achèvement du projet conformément aux prévisions. La conception du projet demeurera la même, tout comme le but du projet, ses objectifs, ses composantes et sous-composantes, et ses modalités d'exécution et financières. De même, les dates d'achèvement et de clôture du projet demeurent celles prévues à l'origine, respectivement le 31 mars 2025 et le 30 septembre 2025.

B. Description du projet initial

3. Le PDMA est le troisième investissement du FIDA en Ouzbékistan. L'objectif global du projet est d'augmenter les revenus et les moyens d'existence de la population rurale dans la zone cible de la vallée de Fergana (régions d'Andijan, de Fergana et de Namangan). Son objectif de développement est de renforcer l'intégration et la rentabilité des filières sélectionnées par l'amélioration de la productivité, de l'accès aux marchés et de la gestion des ressources naturelles. Selon la théorie du changement sur laquelle repose le PDMA, les entrepreneurs agricoles de certaines filières peuvent être motivés et encouragés par leurs propres intérêts commerciaux à ancrer et diriger le processus d'inclusion des petits producteurs dans leurs chaînes d'approvisionnement, créant ainsi des emplois, générant des revenus et réduisant la pauvreté pour ces bénéficiaires. Le projet interviendra dans des filières choisies et apportera un appui holistique à tous les acteurs d'une filière afin d'en améliorer la performance. L'exécution du projet a débuté le 9 janvier 2019. Le personnel du projet a été recruté, les documents et les études clés qui orienteront l'exécution du projet ont été préparés durant cette période d'exécution initiale.
4. L'approche du projet s'articule autour de trois axes: i) renforcement des capacités des parties prenantes ciblées afin d'améliorer leur performance, conduisant à une augmentation des accords commerciaux entre les petits producteurs et des entreprises, et encourageant l'adoption de technologies et de pratiques nouvelles ou améliorées; ii) amélioration de la productivité et de l'efficacité le long de filières

¹ EB 2017/122/R.27/Rev.1, paragraphe 29

ciblées incluant les petits exploitants – en portant une attention particulière aux petits exploitants et aux jeunes – par le biais de l'accès aux services financiers, et notamment la mise en place d'un mécanisme de garantie rurale, qui débouchera sur une augmentation de l'accès au crédit et du volume du crédit aux petits exploitants agricoles; iii) promotion de l'infrastructure résiliente face au climat, aboutissant à une efficacité accrue de l'irrigation.

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être

5. Le Gouvernement a officiellement demandé un financement additionnel au titre du cycle actuel du Système d'allocation fondé sur la performance pour couvrir le déficit de financement du PDMA, qui est de 47,0 millions d'USD. Il sera possible, avec ce financement, de garantir la couverture de toutes activités prévues dans la conception du projet.
6. Depuis la conception du projet, en 2017, l'Ouzbékistan a engagé d'importantes réformes économiques et sociales visant à créer une économie plus ouverte et axée sur le marché. Cette nouvelle orientation des politiques met davantage l'accent sur le secteur agricole en tant que moteur d'une économie axée sur l'exportation, en privilégiant une diversification qui réduira l'importance du coton et du blé, et en revitalisant les zones rurales grâce à la mobilisation du potentiel productif des 4,8 millions de petites exploitations agricoles. L'approche filière adoptée par le PDMA, ainsi que l'accent mis par la nouvelle politique sur l'importance des fermes *dekhans*², devraient à terme fournir un modèle viable permettant de libérer le potentiel productif et de développement d'un grand nombre de petits exploitants, renforçant ainsi la pertinence stratégique du projet. Les réformes lancées dans le secteur financier devraient également soutenir cette transformation et une croissance tirée par le secteur privé.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

7. **Climat et environnement.** L'Ouzbékistan connaît divers problèmes environnementaux, et notamment l'épuisement des ressources en eau douce et la dégradation de la qualité de l'eau, la désertification, la salinisation et l'érosion, tous aggravés par les changements climatiques. L'irrigation généralisée et l'utilisation de technologies médiocres, inefficaces et induisant un gaspillage d'eau ont eu un impact significatif sur les écosystèmes hautement sensibles du désert. Environ 26% des terres cultivées et 17% des parcours ont été touchés par la dégradation, entraînant une importante perte de productivité. Les projections relatives aux changements climatiques prédisent une hausse des températures, des variations dans les régimes de précipitations et des sécheresses plus graves, ainsi qu'une diminution des disponibilités en eau. Le projet investira dans la modernisation des réseaux d'irrigation inter-exploitations agricoles afin de diversifier la production agricole pour passer des cultures de faible valeur à des cultures de valeur élevée, et de traiter les problèmes liés à la réduction de la disponibilité en eau due aux changements climatiques.
8. **Genre.** Les indicateurs de développement humain³ font apparaître la lenteur des progrès vers l'égalité des sexes en Ouzbékistan, avec des disparités fondées sur le genre dans le développement humain. Le PDMA intégrera cette question grâce un plan d'action pour l'égalité des sexes, qui ciblera particulièrement la participation

² Les fermes *dekhans* sont des petites entreprises agricoles légalement enregistrées, régies par la loi sur les fermes *dekhans* (1998). Les agriculteurs *dekhans* ont des baux à vie sur leurs terres, avec des droits de possession héréditaires. Dans les fermes *dekhans*, la superficie maximum des parcelles est de 0,35 ha pour les terres irriguées, 0,5 ha pour les parcelles pluviales, et 1 ha pour les pâturages.

³ Programme des Nations Unies pour le développement, *Indices et indicateurs de développement humain: 2018 Mise à jour statistique* (New York: PNUD, 2018).

des femmes aux activités du projet, comme indiqué dans le cadre logique, et un objectif d'ensemble de 30% de femmes parmi les bénéficiaires.

9. **Jeunes.** Plus des deux tiers de la population de l'Ouzbékistan ont moins de 30 ans, avec, au sein de ce groupe, un taux de chômage de 17%. Le chômage a pour causes principales la forte pression démographique sur le marché du travail, le manque de compétences, le nombre insuffisant de nouveaux emplois, et la faible productivité. Le projet appuiera les jeunes ruraux (femmes et hommes) intéressés par la création ou l'expansion d'entreprises agricoles grâce à un accès au financement qui leur serait réservé dans le cadre d'un guichet spécial de crédit pour la jeunesse.
10. **Nutrition.** Dans le domaine des régimes alimentaires et de la nutrition, des améliorations sensibles ont été réalisées en Ouzbékistan depuis l'indépendance. Selon les estimations de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires en 2017, la note attribuée par l'indice de la faim dans le monde à l'Ouzbékistan a été réduite de 21,8 en 2000 (considérée comme "grave") à 13,1 en 2016 (considérée comme "modérée"). Le projet appuiera la diversification de la production vivrière dans les zones rurales et traitera de thèmes en rapport avec la nutrition et l'égalité des sexes dans le cadre du programme de fermes-écoles.
11. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le projet a été classé comme:
 - axé sur l'action climatique;
 - axé sur les jeunes.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

12. **Ciblage géographique.** Le projet est en cours d'exécution dans les régions d'Andijan, Fergana et Namangan, dans la vallée de Fergana. Le programme d'options stratégiques pour le pays met en lumière les difficultés auxquelles est confrontée la vallée de Fergana, du fait de la très forte densité de population et du faible produit intérieur brut par habitant (le deuxième plus faible du pays). Les femmes représentent la moitié de la population; 18% des ménages sont dirigés par des femmes.
13. **Groupes cibles.** Les principaux groupes cibles du projet sont: i) les ménages ruraux à faible revenu exploitant des fermes *dekhans*, qui s'efforcent d'accroître leurs revenus agricoles en participant activement à des filières appuyées par le projet; ii) les petits horticulteurs et éleveurs privés dont l'exploitation ne dépasse pas les 5 hectares; iii) les agro-entreprises ayant des liens existants ou potentiels avec les groupes i) et ii); et iv) les jeunes ruraux. La participation des jeunes femmes et des ménages agricoles dirigés par des femmes fera l'objet d'une attention particulière.
14. **Bénéficiaires.** Le projet devrait toucher directement 75 000 ménages (soit, selon les estimations, un total de 375 000 bénéficiaires directs), et indirectement environ 21 000 ménages. Ces derniers incluent notamment 11 000 ménages bénéficiant de prêts et de formation, et environ 54 000 fournisseurs supplémentaires des entités pilotes bénéficiant de prêts dans le cadre du projet. De plus, 10 000 emplois à temps plein seront créés grâce au renforcement des activités économiques des entités pilotes.

C. Composantes/résultats et activités

15. Le projet comprend trois composantes interdépendantes: i) développement de filières inclusives; ii) finance rurale accessible à tous; iii) infrastructure rurale résiliente face aux changements climatiques, auxquelles s'ajoute la composante iv) gestion du projet.

16. **Composante 1: Développement de filières inclusives.** Cette composante aura pour effet direct le renforcement d'une capacité de performance durable et efficiente des parties prenantes, et la création d'un environnement commercial porteur pour les entreprises agricoles des filières sélectionnées, ainsi que de solides liaisons avec les petits producteurs. Cette composante vise à renforcer les capacités des agriculteurs et d'autres parties prenantes dans les filières ciblées. Trois activités sont en cours d'exécution dans la phase initiale du projet: i) cartographie des filières concernant les petits ruminants, les pêcheries, la sériciculture et l'apiculture; ii) études de marché rapides de sous-secteurs supplémentaires; iii) préparation de plans de développement des filières. En outre, un appui au renforcement des capacités axé sur la demande est fourni aux: i) entreprises privées considérées comme des entités chefs de file; ii) *mahallas*⁴ pour leur rôle consistant à faciliter la mobilisation des communautés; iii) *dekhans* et petits agriculteurs privés; iv) institutions publiques et prestataires de services; v) instituts de recherche et associations sectorielles. Les résultats seront mesurés au moyen des indicateurs suivants: i) 70% des petits producteurs appuyés ont passé des accords commerciaux avec des entités chefs de file, et ii) 80% des petits producteurs font état de l'adoption de technologies nouvelles/améliorées.
17. **Composante 2: Finance rurale accessible à tous.** Cette composante aura pour effet direct d'accroître la productivité et l'efficacité des petits exploitants ciblés, en permettant aux acteurs des filières d'augmenter leurs investissements dans les filières rentables grâce à la mise en place d'un mécanisme de crédit et de garantie. Le projet apporte un appui au Fonds national pour l'appui au développement des activités entrepreneuriales en proposant aux petits exploitants et aux entrepreneurs ruraux qui n'ont pas de garantie acceptable, des garanties de crédit offrant une couverture partielle des risques de crédit. Le projet collabore également avec les banques disposées à accorder des prêts aux agriculteurs des régions cibles (et qui répondent aux critères d'admissibilité du projet) pour faciliter l'accès des agriculteurs au financement. Enfin, cette composante établit un guichet de crédit pour les jeunes qui n'ont pas accès à des instruments de prêt abordables et souples. Les banques sont sélectionnées sur la base d'un processus concurrentiel et fixent elles-mêmes leurs taux d'intérêt, ce qui leur permet d'offrir durablement des services aux bénéficiaires du projet. Le résultat sera mesuré par l'indicateur suivant: risque du portefeuille des IFP inférieur à 5%.
18. **Composante 3: Infrastructure rurale résiliente face aux changements climatiques.** L'objectif de cette composante est d'éliminer les obstacles à la fiabilité d'un système d'irrigation qui empêchent les *dekhans* et d'autres petits exploitants d'améliorer la diversification et l'efficacité de l'agriculture. Cet objectif est atteint grâce à la modernisation du réseau d'irrigation inter-exploitations géré par des associations de consommateurs d'eau. La composante permet aux agriculteurs ciblés de: i) diversifier leur production agricole, en abandonnant les cultures de faible valeur au profit de cultures à valeur élevée; ii) améliorer la productivité de la terre; iii) aborder les problèmes liés aux changements climatiques; iv) renforcer les capacités des parties prenantes en matière de gestion efficace des ressources en eau. Cette composante aura pour effet direct d'améliorer la productivité des terres agricoles grâce à la modernisation de l'infrastructure d'irrigation, qui sera mesurée par l'indicateur suivant: au moins 1 000 agriculteurs font état d'une amélioration de la fourniture d'eau d'irrigation et d'un accroissement de la productivité.

⁴ *Mahalla*: enceinte traditionnelle d'autogouvernance au niveau des communautés de voisinage.

D. Avantages, coût et financement

Coût du projet

19. Le coût total initial du projet était de 159,6 millions d'USD. Du fait d'une légère augmentation des contributions des IFP et des bénéficiaires, après l'approbation du projet, le coût total du projet a atteint 163,4 millions d'USD (comme indiqué dans le tableau 1). La composante la plus importante, en termes de coûts, est la composante 2, "Finance rurale accessible à tous", qui représente 89,5% du coût total du projet, suivie de la composante 1, "Développement de filières inclusives" (5,9%) et de la composante 3, "Infrastructure rurale résiliente face aux changements climatiques" (3,3%). La gestion et la coordination du projet représentent 1,3% du total. Les dons du FIDA, qui représentent 0,6% du coût total du projet, couvriront une partie de l'assistance technique et de la formation au titre des composantes 1 et 2 du projet, comme indiqué dans le tableau 2. Les composantes 1 et 2 sont partiellement considérées comme financement de l'action climatique, tandis que la composante 3 est entièrement considérée comme financement de l'action climatique. Selon les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique est estimé à 11,4 millions d'USD.

Tableau 1

Résumé du financement initial et du financement additionnel

(en milliers d'USD)

	<i>Financement initial*</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	46 200	46 200	92 400
Don du FIDA	300	800	1 100
Cofinancier national	19 543	1 885	21 428
Bénéficiaires (en nature)	19 466	1 934	21 400
Emprunteur/fonds de contrepartie	27 041	-	27 041
Déficit	47 000		
Total	159 550	50 819	163 370

* Voir les tableaux 1 et 2 du document EB 2017/122/R.27/Rev.1 pour le détail de la répartition.

Tableau 2
Financement additionnel: coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Prêt additionnel du FIDA		Don additionnel du FIDA		IFP		Bénéficiaires			Gouvernement			Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant	
1. Développement de filières inclusives	3 894	20	225	1	2.752	14	800	4	-	-	-	-	-	-	-	1 972	10	9 644
Environnement commercial propice aux filières inclusives	51	16	75	24	33	10	123	39	-	-	-	-	-	-	-	30	10	311
Renforcement des capacités des parties prenantes aux filières	3 844	41	151	2	2 720	29	677	7	-	-	-	-	-	-	-	1 942	21	9 333
2. Finance rurale accessible à tous	39 785	27	75	-	39 825	27	-	-	21 428	15	-	21 400	15	-	-	23 732	16	146 246
Mécanisme de garantie en milieu rural	1 001	15	-	-	4 500	69	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 000	15	6 500
Lignes de crédit pour la diversification et la modernisation de l'agriculture	33 784	26	75	-	30 325	24	-	-	21 428	17	-	21 400	17	-	-	20 732	16	127 744
Ligne de crédit pour les jeunes	5 000	42	-	-	5 000	42	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 000	17	12 000
3. Infrastructure rurale résiliente face aux changements climatiques	1 171	22	-	-	3 126	58	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 074	20	5 372
Modernisation des systèmes d'irrigation	1 146	22	-	-	3 083	58	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 057	20	5 287
Renforcement des capacités des associations de consommateurs d'eau	25	29	-	-	43	51	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17	20	85
4. Gestion du projet	1 349	64	-	-	497	24	-	-	-	-	-	-	-	-	-	263	12	2 109
Unité de gestion du projet	938	67	-	-	295	21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	169	12	1 402
Équipe d'exécution du projet	411	58	-	-	202	29	-	-	-	-	-	-	-	-	-	94	13	707
Total	46 200	28	300	-	46 200	28	800	-	21 428	13	-	21 400	13	-	-	27 041	17	163 370

Tableau 3
Financement additionnel: coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Prêt additionnel du FIDA		Don additionnel du FIDA		IFP		Bénéficiaires			Gouvernement			Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions en nature	%	Contributions en nature	%	Contributions en nature	%	Montant	
Équipement, biens et véhicules	2 494	44	-	-	2 038	36	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 133	20	5 665
Travaux de génie civil	1 564	27	-	-	2 950	50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 310	23	5 825
Services de consultants (assistance technique et activités de formation)	1 318	32	300	7	1 020	24	800	19	28	1	-	-	-	-	669	16	4 135	
Financement de filières inclusives	39 710	27	-	-	39 733	27	-	-	21 400	15	21 400	15	23 706	16	145 449			
Total des dépenses d'investissement	45 086	28	300	-	45 742	28	800	1	21 428	13	21 400	13	26 818	17	161 075			
Dépenses récurrentes	1 114	62	-	-	458	26	-	-	-	-	-	-	-	-	223	12	1 795	
Total	46 200	28	300	-	46 200	28	800	-	21 428	13	21 400	13	27 041	17	163 370			

Tableau 4
Coût du projet par composante et par année
 (en milliers d'USD)

Composante:	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Développement de filières inclusives	1 846	19	4 218	44	2 002	21	1 047	11	303	1	229	2	9 644
2. Finance rurale accessible à tous	4 511	3	62 326	43	49 901	34	25 858	18	3 650	1	-	-	146 246
3. Infrastructure rurale résiliente face aux changements climatiques	198	4	449	8	1 482	28	1 493	28	1 368	26	381	7	5 372
4. Gestion du projet	648	31	310	15	276	13	298	14	255	5	323	15	2 109
Total	7 203	4	67 302	41	53 660	33	28 697	18	5 576	2	932	1	163 370

Stratégie et plan de financement/cofinancement

20. Le projet sera financé par un prêt du FIDA (original) de 46,2 millions d'USD, un prêt du FIDA (additionnel) de 46,2 millions d'USD, un don du FIDA (original) de 0,3 million d'USD et un don du FIDA (additionnel) de 0,8 million d'USD, soit un total de 93,5 millions d'USD. En outre, la contribution des IFP locales au financement sera de 21,4 millions d'USD, celle des bénéficiaires de 21,4 millions d'USD (en nature), et celle du Gouvernement de l'Ouzbékistan de 27,0 millions d'USD (en nature). Chaque dollar apporté au financement par le FIDA mobilisera 75 centimes d'USD de contribution intérieure.
21. Conçu en 2018 par la Banque mondiale, le projet de développement d'entreprises rurales dans la vallée de Ferghana (REDP) a été doté d'un financement de 200 millions d'USD. Le projet vise la même région géographique, avec le même organisme d'exécution et des objectifs de développement et des approches semblables à ceux du PDMA. Il existe de nombreuses possibilités de développer des synergies entre les deux projets, ce qui pourrait améliorer l'efficacité des investissements, en particulier dans la mesure où ils ciblent différents acteurs au sein des filières: le PDMA est principalement axé sur les petits exploitants, tandis que le projet de développement d'entreprises rurales dans la vallée de Ferghana se concentre sur d'autres acteurs, souvent plus importants, tels que les groupes de transformation et de commercialisation des produits agricoles, ce qui pourrait assurer des possibilités de commercialisation aux bénéficiaires du PDMA. En outre, un partenariat d'exécution permettrait des gains d'efficacité, une meilleure coordination de la passation des marchés conduisant à des économies d'échelle, une utilisation plus efficace des dons octroyés aux deux projets grâce à un appui conjoint aux activités de renforcement des capacités et, à terme, un renforcement de la portée et de l'impact des deux projets. Les équipes de la Banque mondiale et du FIDA se sont engagées à faire le maximum pour que la coordination et la collaboration entre les deux projets soient les plus étroites possibles, en échangeant des informations et une documentation sur les projets, en se concertant sur les modalités d'exécution des projets afin de garantir un alignement efficace, en participant conjointement à la supervision et en reconnaissant comme cofinancement le financement fourni par l'autre institution.
22. Des synergies ont également été identifiées avec la Société financière internationale (SFI), qui a fourni son logiciel d'évaluation du risque agricole lié au flux de trésorerie (CLARA) aux banques locales participant au PDMA et s'est engagée à assumer le coût de cette activité, soit 0,8 million d'USD, à titre de cofinancement. Le système CLARA sera utilisé pour évaluer la viabilité financière des bénéficiaires de crédits du PDMA et devrait également contribuer à la nécessaire transformation interne du système bancaire pour assurer le succès des prêts agricoles.

Décaissement

23. Le décaissement du projet devrait s'effectuer rapidement par le biais des lignes de crédit pour les investissements productifs, avec environ 78% du total des ressources du projet décaissés à mi-parcours (fin de la troisième année du projet). Le financement du FIDA est décaissé conformément aux procédures de décaissement en vigueur au FIDA, précisées dans le manuel d'exécution du projet et dans la lettre à l'emprunteur/au bénéficiaire. Deux comptes désignés distincts, libellés en dollars des États-Unis (USD), ont été ouverts dans une banque commerciale pour recevoir le prêt et le don du FIDA. Depuis les comptes désignés, les fonds sont transférés sur le compte du projet libellé en sum ouzbek (UZS) pour financer les dépenses éligibles du projet. Les fonds (en USD ou en UZS) sont transférés depuis le compte de prêts désigné et le compte de prêts du projet sur des comptes de crédit supplémentaires (un compte libellé en USD et un libellé en UZS) tenus par les IFP sous la forme de crédit pour financer les sous-projets mis en œuvre par des bénéficiaires. Les transferts vers le mécanisme de garantie en milieu rural sont effectués par paiement direct sur un compte séparé libellé en USD, ouvert dans une banque commerciale; les fonds du FIDA ne sont pas agglomérés à d'autres fonds.

Résumé des avantages et analyse économique

24. Les activités du PDMA devraient générer des avantages additionnels nets substantiels pour les ménages paysans, les paysans *dekhans*, les exploitants commerciaux, les agro-entreprises et les entrepreneurs ruraux. Les avantages découleront des facteurs suivants: i) augmentation de la productivité des exploitations et des troupeaux et réduction des coûts de production grâce à l'adoption de technologies modernes; ii) réduction des pertes durant la récolte; iii) commercialisation d'un pourcentage accru du produit des exploitations; iv) amélioration de la qualité et de la sécurité des produits agricoles, qui obtiendront des prix plus élevés du fait de la demande, par les transformateurs, de produits plus fiables, et d'une augmentation des ventes et des marges nettes; v) augmentation des revenus agricoles grâce à une diversification de la production, avec d'autres produits que le blé et le coton; vi) augmentation des possibilités d'emploi dans les activités agricoles et non agricoles; vii) augmentation des échanges (exportations) et amélioration de la balance des paiements; viii) augmentation des recettes du Gouvernement résultant de l'augmentation du volume de la production imposable. L'augmentation des revenus dépendra en grande partie de plusieurs conditions: il faut que les agriculteurs/ménages/entrepreneurs ruraux aient accès à des lignes de crédit réservées auprès des IFP, qu'ils bénéficient des activités de renforcement des capacités des projets (y compris des démonstrations) et qu'ils adoptent des technologies efficaces (y compris dans l'irrigation), qui contribueront toutes à un contexte économique favorable dans la vallée de Fergana, encourageant les agriculteurs/entrepreneurs ruraux à offrir des produits plus compétitifs et à établir des liaisons commerciales plus étroites.
25. L'analyse économique réalisée en 2017, lors de la phase de conception, avait pris en compte le déficit de financement de 47 millions d'USD et avait porté sur l'ensemble du projet, tel qu'il avait été conçu. L'analyse n'est par conséquent pas affectée par le financement additionnel, et ses conclusions demeurent applicables. Un ajustement a toutefois été apporté en 2019, par la mise à jour du taux de change UZS/USD et du taux d'actualisation. L'analyse indique que les gains de l'ensemble des investissements seront significatifs et solides sur le plan économique. L'analyse a abouti à un taux de rentabilité économique interne de 23,9% et à une valeur actualisée nette de 85,85 millions d'USD sur 20 ans sur la base des avantages quantifiables en rapport direct avec les activités du projet.

Stratégie de retrait et durabilité.

26. La durabilité des résultats du projet repose sur les critères suivants: i) les activités de renforcement des capacités techniques et commerciales des acteurs-pilotes des filières; ii) la prise en compte dans les interventions des besoins impulsés par la demande; iii) les plans de développement des filières, comme base de tous les investissements, qui devraient aboutir à des filières intégrées et plus rentables. La durabilité du projet repose également sur une stratégie de retrait consistant à: i) garantir l'appropriation par les bénéficiaires des activités financées; ii) mettre au point de façon participative des technologies axées sur la demande; iii) assurer une pleine intégration le long des filières, incluant les fournisseurs d'intrants et les prestataires de services; iv) limiter les coûts opérationnels, les dépenses de personnel et les charges récurrentes du projet.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

27. Les principaux risques sont les suivants: i) un environnement politique perturbateur; ii) l'absence de participation des parties prenantes; iii) les risques liés au marché, notamment la fluctuation possible des taux de change; iv) la détérioration de la performance financière de certaines IFP; v) les épidémies transfrontalières de maladies animales; vi) la complexité des flux financiers. Des mesures d'atténuation peuvent être prises, notamment: la supervision régulière du projet; la préparation d'un manuel détaillé d'exécution du projet; des comptes séparés libellés en USD pour les financements du FIDA et des procédures pour limiter les risques relatifs au taux de change; l'évaluation périodique des banques en fonction des critères d'admissibilité; la mise à niveau des compétences essentielles en matière de suivi et de signalement actifs des maladies sur le terrain. Par ailleurs, des conditions particulières touchant au décaissement et à l'audit ont été incluses dans l'accord de financement afin d'assurer que les mesures de protection nécessaires ont été mises en place pour ce qui concerne les fonds transférés aux IFP et le mécanisme de garantie. Les IFP sont également soumises à des mesures de contrôle strictes et devront respecter certaines obligations liées aux procédures de décaissement.

B. Catégorie environnementale et sociale

28. Un examen des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) de la totalité du projet a été réalisé lors de la conception, en 2017, et le projet a été classé dans la catégorie B. Aucun impact environnemental ou social significatif ne devrait découler des activités du projet. Le projet cible des groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, et contribuera à la diversification des activités génératrices de revenus, mais aussi des régimes alimentaires. Le projet n'inclut pas de grands travaux d'infrastructure. Les activités de diversification et de modernisation de l'agriculture liées au développement des agro-industries et de la production agricole pourraient avoir des impacts, mais on prévoit qu'ils seraient négligeables. Compte tenu des réformes entreprises depuis la conception du projet, à quoi il faut ajouter les éventuelles évolutions dans le contexte du projet et dans la zone cible, un examen d'actualisation des PESEC a été réalisé en août 2019, mais aucun élément observé n'a justifié un changement de classification du projet, qui demeure en catégorie B.

C. Classement au regard des risques climatiques

29. L'examen des PESEC de 2017 a conclu que, bien que les changements climatiques constituent un problème pour l'Ouzbékistan, le risque climatique dans le contexte du projet est modéré. Le projet cherchera à atténuer les risques, mais également à s'adapter aux événements environnementaux liés au climat, en améliorant les systèmes (tertiaires) de gestion de l'eau et leur gouvernance au niveau des associations de consommateurs d'eau et des autorités de système d'irrigation de

bassin. De plus, en contribuant à la diversification de l'économie rurale, le projet augmentera la résilience des communautés rurales face aux effets des changements climatiques. La mise à jour de l'examen des PESEC a confirmé que la classification du risque climatique était modérée. Le montant du financement par le FIDA de l'action climatique dans le cadre du PDMA s'élève à 11,4 millions d'USD (représentant 24% du financement du FIDA).

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

30. La conception du projet est conforme à toutes les stratégies et politiques pertinentes du FIDA, et notamment: i) le Cadre stratégique 2016-2025; ii) les directives opérationnelles révisées en matière de ciblage; iii) la Politique concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; iv) la Politique en matière de finance rurale; v) la Stratégie de collaboration avec le secteur privé 2019-2024; vi) la Politique relative aux entreprises rurales; vii) la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement; viii) les PESEC et ix) le Plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux 2019-2021.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

31. C'est l'Agence de la sécurité alimentaire et des agro-industries de la République d'Ouzbékistan (UZAIFSA), un organisme public dépendant du Conseil des ministres, qui assumera la responsabilité générale de la gestion du projet pour le compte du gouvernement. La supervision courante incombera à une unité de gestion du projet (UGP), qui relèvera de l'UZAIFSA. La supervision générale de la gestion incombera à un conseil interinstitutionnel pour la coopération avec les institutions financières internationales, les gouvernements étrangers et les pays donateurs exécutant des projets d'investissement à grande échelle. Ce conseil fournit des instructions et des orientations à l'agent d'exécution du projet; le directeur du projet assure la fonction de Secrétaire du Conseil.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

32. Conformément aux directives du FIDA, une évaluation de la gestion financière a été réalisée au stade de la conception du projet, à l'issue de laquelle le risque inhérent a été jugé élevé. Afin d'atténuer ce risque, une UGP autonome, avec des modalités distinctes en matière de gestion financière, a été mise en place au sein de l'UZAIFSA. Ce système était déjà en place dans des projets du FIDA en cours et certains projets de la Banque mondiale, et la qualité de la gestion financière de ces projets a été jugée généralement satisfaisante. Le projet pourra ainsi s'appuyer sur des capacités existantes ayant fonctionné de manière satisfaisante dans le cadre des projets antérieurs du FIDA.
33. **Gestion financière.** L'UGP, assistée de l'unité financière de l'UZAIFSA, est chargée de la gestion financière du projet, et notamment de l'établissement du budget, de la comptabilité, de la préparation des demandes de retrait, du suivi des partenaires d'exécution, de la préparation des rapports financiers consolidés et des dispositions en matière d'audit interne et externe.
34. Les modalités de communication de l'information financière et comptable ainsi que les dispositions en matière d'audit ont déjà été définies dans le cadre de projets antérieurs du FIDA. Toutes les opérations relatives au projet sont enregistrées dans un logiciel comptable et financier sur la base d'une comptabilité de caisse et conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public; des rapports financiers trimestriels sont préparés selon des modèles convenus avec le FIDA. Les états financiers consolidés du projet font l'objet d'un audit annuel par un cabinet d'audit indépendant, conformément aux normes d'audit internationalement reconnues et aux directives du FIDA relatives à l'audit des projets.

35. **Passation des marchés.** Le FIDA a évalué les systèmes et les établissements publics de passation des marchés en Ouzbékistan afin d'identifier une entité susceptible de prendre en charge cette activité, et a relevé de graves lacunes sur le plan de la compatibilité avec les directives et les procédures du FIDA en la matière. Toutefois, la capacité et l'expérience de l'UZAIFSA en matière de passation des marchés ont été jugées totalement conformes aux réglementations et aux procédures du FIDA.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique

36. Le cadre des résultats du projet sert de référence pour le système de suivi-évaluation (S&E) axé sur les résultats, y compris le suivi de la performance et l'évaluation de l'impact. L'UGP est chargée de toutes les activités internes de S&E, et présente des rapports de situation à l'UZAIFSA, au Ministère des finances et au FIDA. Un examen à mi-parcours sera effectué à la fin de la troisième année du projet. Au cours de la dernière année de mise en œuvre, et dans le cadre de la préparation du rapport d'achèvement et de l'évaluation de l'impact, les données de S&E seront utilisées pour une évaluation approfondie des réalisations du projet. Cette évaluation portera sur l'évolution des moyens de subsistance des bénéficiaires résultant des activités du projet et sur le partage des enseignements tirés et des expériences.
37. **Apprentissage et gestion des savoirs.** Afin de permettre l'exploitation de l'expérience acquise, des dispositions générales ont été prises en matière de S&E. Deux approches sont utilisées: i) un programme de gestion des savoirs pour soutenir l'apprentissage dans le cadre du projet et entre projets; et ii) l'appui à un programme de plus grande ampleur de gestion des savoirs visant à éclairer les décideurs au sein des pouvoirs publics et d'influer sur les politiques. Le projet apporte également un appui aux activités visant à élargir la diffusion des informations par le biais du développement des réseaux de paysans, d'approches de vulgarisation entre agriculteurs, de développement de services techniques privés et de renforcement des liens entre institutions de recherche et de développement.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

38. Pour concrétiser le financement additionnel proposé, la République d'Ouzbékistan et le FIDA concluront un nouvel accord de financement, distinct de l'accord de financement entré en vigueur le 9 janvier 2019, et complémentaire à ce dernier, aux termes duquel le financement initial a été accordé. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
39. La République d'Ouzbékistan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
40. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA. VI.

VI. Recommandation

41. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'Ouzbékistan un prêt à des conditions mixtes d'un montant de quarante-six millions deux cent mille dollars des États-Unis (46 200 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République d'Ouzbékistan un don d'un montant de huit cent mille dollars des États-Unis (800 000 USD) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Negotiated financing agreement: "Agriculture Diversification and Modernization Project"

(Negotiations concluded on 18 November 2019)

Additional Loan No. _____

Additional Grant No. _____

Project Title: Agriculture Diversification and Modernization Project ("ADMP" or the "Project")

The Republic of Uzbekistan (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

- A. WHEREAS, the Borrower/Recipient and IFAD entered into a financing agreement on 9 January 2019 (the "Original Financing Agreement") for the provision of a loan for the amount of forty six million two hundred thousand United States dollars (USD 46 200 000) and a grant for the amount of three hundred thousand United States dollars (USD 300 000) from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;
- B. WHEREAS, the Project was approved by the Executive Board of the Fund with a financing gap of forty seven million United States dollars (USD 47 000 000) to be sourced by subsequent performance-based allocation system (PBAS) cycles and/or external co-financing identified during implementation;
- C. WHEREAS, the Borrower/Recipient has requested an additional loan for the amount of forty six million, two hundred thousand United States dollars (USD 46,200,000) and an additional grant for the amount of eight hundred thousand United States dollars (USD 800,000) from the Fund for the purpose of covering the financing gap of the Project/Programme described in Schedule 1 to this Agreement; and
- D. WHEREAS, in addition to the Original Financing Agreement, the Borrower/Recipient has requested to enter into a new and separate financing agreement (the "Agreement") with the Fund for the provision of the financing gap referenced to in recital C.

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide an Additional Loan and an Additional Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the Additional Loan is forty-six million and two hundred thousand United States dollars (USD 46 200 000).

B. The amount of the Additional Grant is eight hundred thousand United States dollars (USD 800 000).

2. The Additional Loan is granted on blend terms, and shall be subject to interest on the principal amount outstanding and a service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Additional Loan by the Fund's Executive Board. The interest rate and service charge determined will be fixed for the life cycle of the loan and payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of twenty five (25) years, including a grace period of five (5) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.

3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States dollar (USD).

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

5. Payments of principal, interest and service charge shall be payable on each 15 April and 15 October.

6. There shall be two Additional Designed Accounts in USD, one for the Additional Loan and one for the Additional Grant for the benefit of the Project in a commercial bank. The IFAD funds shall not be mingled with other funds. In addition, there shall be two project accounts in UZS to receive the Financing from the respective Additional Designated Accounts in a commercial bank.

7. The Borrower/Recipient shall provide as its contribution to the Project counterpart financing in sufficient amount to cover taxes and custom duties associated with the implementation of the Project.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture. The implementing agency for the Project shall be the Agency of the Republic of Uzbekistan for the implementation of projects in the field of agro industry and food security (UZAIFFSA).

2. The Project Completion Date of this Agreement shall be the Project Completion Date of the Original Financing Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following is designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) The Project Implementation Manual ("PIM") referred to in Paragraph 18, Section II of Schedule 1 hereto, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) A Presidential Decree or other applicable official document of the Borrower/Recipient shall have been issued for the purposes of the implementation of the Project;
 - (b) An updated version of the Project Implementation Manual (PIM) containing the Financial Administration and Accounting procedures, has been cleared by the Fund;
3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister for Finance
Ministry of Finance
29, Istiqlol Street
100008, Tashkent

Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

REPUBLIC OF UZBEKISTAN

Name and title of the Authorised Representative

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Project Area.* The Project will be implemented in Fergana Valley, in the regions of Andijan, Fergana and Namangan.
2. *Target Population.* The main target groups of the Project are: (i) rural households of *dehkan* farms, who strive to increase income from agriculture through active participation in the Project supported value chains; (ii) small farmers engaged/interested in horticulture and livestock (with farm size of up to 5 ha); (iii) agribusinesses with existing or potential linkages with (i) and (ii); and (iv) youth living in the Project regions. Special attention will be paid to ensure the participation of female-headed households both in *dehkan* and small farmers, as well as to reach out female youth.
3. The Project is expected to reach 75,000 households directly (an estimated total of 375,000 direct beneficiaries) and approximately 21,000 households indirectly. These include 11,000 households benefiting from loans and training and approximately 54,000 incremental suppliers of the leading entities benefiting from project loans. In addition, 10,000 full-time jobs will be created by the leading entities' incremental economic activities.
4. *Goal.* The development goal of the Project to improve the incomes and livelihoods of rural people in the Project area.
5. *Objective.* The Project's Development Objective is to increase inclusiveness and profitability of selected value chains through enhanced productivity, market access and improved natural resources.
6. *Components.* The Project has three principal inter-related components as well as another one to support Project management and implementation:
7. 7. Component 1: **Inclusive Value Chain Development:** The outcome of this component is enhanced capacity for sustainable and efficient performance of targeted stakeholders and aimed to create an enabling business environment for agribusinesses in selected value chains (VC) with strong backward linkages with smallholder producers; and to strengthen the capacities of the farmers and other stakeholders of those VCs. Three activities are being implemented under this component: (i) Value Chain Mapping exercises based on Rapid Market Assessment results for small ruminants, fisheries, sericulture and honey prepared during the design; (ii) Rapid Market Assessments of additional sub-sectors; and (iii) Preparation of VC development Roadmaps for LEs.
8. 8. Component 2: **Inclusive Rural Finance:** The outcome of this component is increased productivity and efficiency along targeted smallholder-inclusive value chains to enable value chain actors to increase investment in profitable value chains through the provision of credit and a guarantee facility. The Project will support (i) the State Fund for the Support of the Development of Entrepreneurial Activity (SFSDEA) to render credit guarantees to smallholders and other rural enterprises who lack acceptable collateral by offering the partial coverage of lending risks; (ii) work with banks interested in lending to agriculture in the target regions and meeting the Project's eligibility criteria to facilitate farmers and agricultural businesses' access to finance; and (iii) establish credit window for youth who are underserved by financial services with affordable lending products. Banks will be free to set their own interest rates allowing serving the Project beneficiaries in a sustainable manner; however the banks will be selected through a competitive process to ensure that those offering the best conditions are chosen.
9. 9 Component 3: **Climate-resilient Rural Infrastructure:** This component aims at removing bottlenecks for reliable irrigation water supply, which inhibit increasing

participation for *dehkans* and small farmers in enhanced diversification and efficiency of agriculture for the selected value chains. This is being achieved through modernization of inter-farm irrigation network operated by Water Consumer Associations (WCAs) and will provide conditions for targeted farmers' group to: (i) diversify agricultural production from low to high value crops; (ii) increase land productivity; (iii) address challenges of drought due to climate change; and (iv) increase capacity of WCAs and Basin Administration of Irrigation System (BAIS) in efficient water resource management and irrigation system operation and maintenance.

II. Implementation Arrangements

10. *Approach.* The Project will promote a demand driven value chain approach. The value chain approach will focus on analyzing each step of the value chain and investment on those needs which have the potential for improving productivity, profitability and competitiveness of the value chain players, particularly focusing on dehqan farmers.

11. The Project will promote upgrading of selected value chains and will include actions taken by producers, processors, input suppliers and traders at various points in the value chain to increase future productive capacity and competitiveness. The LEs with successful Value Chain Roadmaps prepared under Component 1 will be favourably considered for receiving loans from PFIs under Component 2. While loan applications will be assessed individually, the Project will provide complementary support to enhance their business operations through provision of technical assistance and training to farmer suppliers and other actors as well as access to improved infrastructure under Component 3 to enhance overall competitiveness and efficiency of the value chains. The ADMP will promote close coordination with the World Bank-funded Ferghana Valley Rural Enterprise Development Project (REDP) and the International Finance Corporation's Cash-flow Linked Agricultural Risk Assessment (CLARA) and other projects funded by other donors organizations especially with those projects also under the UZAIFSA.

12. *Organizational framework.* The Ministry of Agriculture will have the overall responsibility for the Project on behalf of the Borrower/Recipient. The day-to-day oversight of the ADMP's management will rest with a Project Management Unit (PMU) under the UZAIFSA. The overall management oversight of the Project will rest with an Inter-agency Council (IC). The IC is an inter-governmental institutions agency for Cooperation with International Financial Institutions, Foreign Government Agencies and Donor Countries in Implementation of Large-scale and Strategically Important Investment Projects.

13. The PMU for the ADMP has been established and is headed by a Project Manager and composed of a Chief Accountant; Procurement Officer; Rural Finance; Youth/Gender Officer; Administrative Assistant; and a Driver. The ADMP will use Dairy Value Chains Development Project legal staff. In addition, the Project will count on the services of national and international specialists in various fields. A Project Implementation Team (PIT, UZAIFSA regional representation) has been established in one of the regions of the Project area. The PIT would comprise a: Regional Coordinator (Value Chain and Business Specialist), three Rural Finance Officer/gender/youth, Engineer, Monitoring and Evaluation (M&E Specialist) and a driver. The PIT will be responsible for day-to-day implementation in the field of all aspects of the Project, with the exception of financial administration and procurement, which will be managed entirely by the relevant personnel of the UZAIFSA/ADMP PMU at central level. Any changes to the composition of the PMU and PIT shall be mutually agreed upon by the Parties.

14. The PMU/PIT shall coordinate the work of consultants and participating financial institutions (PFIs) that will interact with VC actors on planning and financial matters.

15. The MOF shall make the Subsidiary Loans available to the PFIs under Subsidiary Loan Agreements (SLAs) that has been entered into between the Borrower/Recipient, the UZAIFSA and each PFI. The SLAs shall be under terms and conditions cleared by the Fund and in adherence with the Investment Guidelines. Except as the Fund shall otherwise

agree, the MOF shall not assign, amend, abrogate or waive any SLA or any of its provisions. The project monitoring and evaluation system and processes will be established and managed in accordance with established IFAD procedures by the PMU with support from IFAD. The Logical Framework provides indicators for implementation along with their corresponding means of verification. These will form the basis on which the M&E system will be built.

16. *Supervision.* The Project will be directly supervised by IFAD. The IFAD country team shall provide continuous implementation support to the Project and shall undertake supervision missions on an annual basis to assess overall management arrangements and performance including financial and procurement aspects and monitoring and evaluation. The supervision shall be carried out jointly with the Borrower representatives and IFAD.

17. *Mid-Term Review.* A mid-term review shall be carried out towards the end of third Project year. The review shall be undertaken in accordance with IFAD-MTR guidelines in consultation with the Borrower representatives.

18. *Project Implementation Manual (PIM).* The UZAIFSA/PMU shall revise the project PIM to integrate additional financing and submit it to the Fund for no objection. The PIM may be amended when necessary with the approval of the Fund in order to introduce clarification in procedures, eliminating constraints for project implementation and for facilitating access of producers to the project services.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Additional Loan and the Additional Grant and the allocation of the amounts to each Category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	Grant Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage net of Taxes, Government contribution, Co-financing and beneficiary contribution
I. Civil Works	2 921 000		100%
II. Equipment and Materials (including Vehicles)	2 018 000		100%
III. Consultancies [including Technical Assistance, training and Capacity Building]	1 010 000	800 000	100%
IV. Credit and Guarantee Funds:			
(a) Guarantee Finance	4 455 000		100%
(b) Credit line for AMD	29 931 000		100%
(c) Credit line for Youth	4 950 000		100%
V. Operating Costs (salaries and recurrent costs)	454 000		100%
Unallocated (1%)	461 000		
TOTAL	46 200 000	800 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

Category II "Equipment and Materials" means Eligible Expenditures related to Goods, Equipment and Materials as well as Vehicles.

Category III "Consultancies" means Eligible Expenditures related to Consultancies, Technical Assistance, Trainings and Capacity Building [including related equipment and materials.]

Category V "Operating cost" means Eligible Expenditures related to Salaries and Allowances, operating and maintenance cost of the PMU/PIU and other recurrent cost.

2. *Specific Conditions of withdrawal.* In addition to the general conditions precedent to withdrawal listed in Section E, the following specific conditions for first withdrawal will apply.

No funds will be transferred as part of the guarantee finance before the following conditions have been fulfilled:

- (a) The SFSDEA has become operational and a due diligence assessment including an assessment of its Financial Management capacity has been conducted and shared with the Fund.
- (b) An agreement, specifying all the necessary modalities for the guarantee finance, between the UZAIFSA (or other entity as agreed with the Fund) and the SFSDEA has been duly formalized and received the Fund's no objection.
- (c) The Investment Guidelines (or equivalent) and operating modalities including the eligibility criteria for issuing guarantee finance have received IFAD's no-objection.
- (d) A separate account for the IFAD loan funds in the SFSDEA has been duly opened.
- (e) The template for a sub agreement for providing guarantees to financial institution/ smallholder/rural business has received IFAD's no-objection.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan Account and the Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. *Guarantee Financing.* The Borrower/Recipient shall ensure that funds transferred for the guarantee financing are deposited in a separate bank account and will not be mingled with other funds. At all times the Borrower/Recipient shall ensure that the funds are used for the intended purpose and made available in a timely manner in order not to adversely affect the development impact of the activity. In addition the Borrower/Recipient shall ensure that the SFSDEA (i) keeps records of all the transactions related to the Project in accordance with international accounting standards, and (ii) issues timely periodic financial reports on the use of the Project funds to the PMU to satisfy their reporting requirements.
2. *Audit arrangements.* The Borrower/Recipient, through the UZAIFSA, will appoint independent auditors acceptable to IFAD, under the terms of reference cleared by IFAD, and in line with the IFAD Guidelines for Project Audits. An audited annual financial statement for the entire Project, together with a management letter on audit observations on internal controls, shall be submitted to the Fund within six (6) months of the fiscal year end. Moreover, the Borrower/Recipient shall ensure that the IFAD funds transferred to the SFSDEA are part of the audit and that the auditors are granted full access to all documentation as may be required.

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results hierarchy		Indicators				Means of Verification			Assumptions
Hierarchy	Indicator	C.I.	Baseline	Mid-term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Goal									
Improved incomes and livelihoods of rural people in the Project area	Percentage of project beneficiaries reporting at least 20% increase in income	Impact	0%	30%	80% (30% women)	Baseline, mid-term and impact surveys Specialized (qualitative / quantitative) thematic studies	Baseline, Mid-term, Completion Annually	PMU M&E unit	Overall political and economic situation remains stable Stability of prices in agricultural commodities
	Number of HHs receiving services promoted or supported by the project	Outreach	0	15,000	75,000 (30% women; 20% youth)	Household income surveys			
Project development objective									
Increased inclusiveness and profitability of selected value chains through enhanced productivity and market access and improved natural resources	Number of full-time jobs (or equivalent) created	2.2.1	0	2,000	10,000 (30% women)	Baseline, mid-term and impact surveys Annual outcome surveys Project baseline study and mid-term review and implementation completion report	Baseline, Mid-term, Completion	PMU M&E unit	Macro-economic conditions remains stable
	Percentage of supported smallholder producers including <i>dekhans</i> reporting 20% increase in sales along the value chains	2.2.5	0	30%	70% (30% women)	UzAgroExport, plus reports from participating agri-firms (processor/aggregator) on access to foreign markets			
Outcomes/outputs									
Component 1. Inclusive Value Chains Development									
Outcome 1									
Enhanced capacity for sustainable and efficient performance of targeted stakeholder	Percentage of supported smallholder/dekhan farmers engaged in partnerships/commercial agreements with LEs		0%	30%	70% (30% women)	Annual surveys Project's M&E records and report	Annually	PMU M&E unit	Government policies and rural economic reforms supporting smallholders, private sector development and the agriculture sector are implemented
	Percentage of smallholder producers reporting adoption of new / improved technologies or practices	1.2.2	0%	30%	80% (30% women)	Government's national, regional and local production data Targeted field studies and surveys			
Output 1.1									
Enabled business environment for inclusive value chains	Number of LEs supported in the preparation of a Value Chain Development Plan		0	800	1,200 (30% women)	Project records	Continuously	PMU M&E unit	
Output 1.2									
Strengthened value chains stakeholders	Number of value chain stakeholders receiving training on better agronomic, livestock and business practices		0	6,500	10,000 (30% women)	Project records	Continuously	PMU M&E unit	
Component 2. Inclusive Rural Finance									
Outcome 2									

Results hierarchy		Indicators				Means of Verification		Assumptions	
Hierarchy	Indicator	C.I.	Baseline	Mid-term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Productivity and efficiency along targeted smallholder-inclusive value chains increased	Participating Financial Institutions' Portfolio at risk > 30 days	1.2.6	<5%	<5%	<5%	Project baseline study and mid-term review and implementation completion report;	Annually	PMU M&E unit	Micro-economic conditions are supportive for doing business
						Participating Financial Institutions and Central Bank			
						Project M&E records and report			
Output 2.1									
Operational Rural Guarantee Facility	Value of loans guaranteed by the Rural Guarantee Facility		0	10 m US\$	24 m US\$	Project records	Continuously	PMU M&E unit	
Output 2.2									
Increased access to credits by rural residents	Number of value chain stakeholders (Leading Entities) in the project areas accessing financial services	1.1.5	0	1,695	2,000 (30% women)	Project records	Continuously	PMU M&E unit	
Output 2.3									
Increased access to credits by youth	Number of youth involved in the selected value chains accessing to the financial services		0	250	1,000 (50% women)	Project records	Continuously	PMU M&E unit	
Component 3. Climate-resilient Rural Infrastructure									
Outcome 3									
Improved farmland productivity resulting from modernized irrigation infrastructure	Number of HHs reporting increase in production as a result of the adoption of modern irrigation techniques	1.2.4	0	200	1,000 (30% women)	Annual outcome surveys	Annually	PMU M&E unit	Government policies and rural economic reforms supporting smallholders, private sector development and the agriculture sector are implemented
						Project's M&E records and report			
						Government's national, regional and local production data			
						Targeted field studies and surveys			
Output 3.1									
Enhanced access by smallholder farmers to modernized irrigation systems	Number of hectares of farmland under water-related infrastructure constructed/ rehabilitated	1.1.2	0	2,000	3,500	Project records	Continuously	PMU M&E unit	
Output 3.2									
Strengthened WCAs	Number of WCA representatives trained		0	20	30	Project records	Continuously	PMU M&E unit	

Summary of the economic and financial analysis

Table A
Financial cash flow models

UZBEKISTAN - AGRICULTURE DIVERSIFICATION AND MODERNIZATION PROJECT (ADMP)												
FINANCIAL ANALYSIS	CATEGORY	Estimated Investment Costs (US\$)			Annual Net Benefits (US\$)			Annual Inc. net benefits per 1US\$ of Inv.	IRR (%)	NPV (US\$)	Return to labour, US\$/day	Return to family labour, US\$/day
		ADMP	Beneficiary Contribution	Total	Without Project	W. Project - Full Dvt	Incremental					
	Large Leading Entities:											
	Warehouses (80T)	17.393	11.595	28.988		19.716	19.716	0,7	19%	12.257	22,4	0,0
	Warehouses (1000T)	249.584	166.389	415.973		226.344	226.344	0,5	16%	19.500	25,7	0,0
	Slaughterhouses	5.125	3.417	8.542	635	10.065	9.429	1,1	85%	34.639	11,4	0,0
	Small-Medium Leading Entities:											
	Wheat to Vegetable (tomato)	1.057	705	1.762	890	2.399	1.508	0,9	43%	4.577	0,0	31,2
	Wheat to Orchard (apple)	5.268	3.512	8.781	890	7.665	6.775	0,8	21%	8.199	9,1	27,2
	Wheat to Orchard (vineyard)	6.560	4.373	10.933	890	9.157	8.266	0,8	29%	12.847	61,3	184,0
	(Y) Garden tomato to GH Tomato	2.728	1.819	4.547	4.201	5.531	1.330	0,3	50%	2.034	0,0	64,4
	(Y) Sheep/Goat: from 5 to 20 heads	474	316	790	142	300	158	0,2	23%	159	10,0	2,6
	Sheep/Goat: from 50 to 175 heads	4.023	2.682	6.705	1.510	3.077	1.567	0,2	29%	2.333	15,4	26,8
	(Y) Rabbit breeding (compared to Sheep/Goat)	623	415	1.038	300	727	427	0,4	71%	1.264	0,0	6,7
	Catfish aquaculture (extensive)	2.242	1.495	3.737	449	2.105	1.656	0,4	40%	3.510	8,8	0,0
	(Y) Catfish aquaculture (intensive)	2.281	1.520	3.801	300	2.039	1.739	0,5	48%	4.205	0,0	56,6
	(Y) Beekeeping	3.126	2.084	5.210		1.169	1.169	0,2	43%	1.857	4,9	19,5
	Demonstration											
	Drip irrigation	5.581	NA/Demo	5.581	4.152	8.859	4.708	0,8	23%	4.780		
	Minimum tillage (30ha)	8.221	NA/Demo	8.221	41.744	58.488	16.744	2,0	71%	56.122		
	Conservation agriculture (30ha)	30.830	NA/Demo	30.830	41.357	56.930	15.573	0,5	83%	56.502		

(Y) = Attractive for youth due to limited capital / collateral / land required for the investment

Table B
Project costs and logframe targets

Provides information on total project costs (broken down by component) and beneficiaries (broken down by category). This table also includes logframe targets as per the EFA.

PROJECT COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME						
TOTAL Costs	163,4	m US\$	PMU	2,1	m US\$	
Base Costs	158,2	m US\$				
Beneficiaries (direct)	405 000	People	80 000 circa	HHs		Adoption rates 80%
Beneficiaries (including indirect)	500.000	People	101 000 circa	HHs		
Cost per beneficiary	316	US\$/person				
	1.581	US\$/HHs				
Components and Cost (USD million)			Outcomes and Indicators			
-	<u>Component 1. Inclusive Value Chains Development</u>		Enhanced capacity for sustainable and efficient performance of targeted stakeholder		At least 70% supported smallholder household / <i>dehkan</i> farmers engaged in partnerships/ commercial agreements with LEs At least 80% small scale producers report adoption of new / improved technologies / practices	
-	<u>m USD</u>	<u>9,6</u>				
-		-				
-	<u>Component 2. Inclusive Rural Finance</u>		Productivity and efficiency along targeted smallholder-inclusive value chains increased		Participating Financial Institutions' Portfolio at risk > 30 days are below 5% Up to 2,000 LE value chain stakeholders in the project areas accessing financial services	
-	<u>m USD</u>	<u>145,7</u>				
-		-				
-	<u>Component 3. Climate-resilient Rural Infrastructure</u>		Improved farmland productivity resulting from modernized irrigation infrastructure		At least 1,000 farms (including also HH/DFs) reporting increase in production as a result of the adoption of modern irrigation techniques. At least 3,500 hectares under upgraded irrigation	
-	<u>m USD</u>	<u>5,4</u>				
-		-				

14

Table C
Main assumptions and shadow prices

Shows the basic assumptions on yields and process for the main inputs and outputs. The economic section shows shadow prices used in the conversion.

MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES				
Official Exchange rate (OER)	9.366	Discount rate		16%
Shadow Exchange rate (SER)	9.618	Social Discount rate		16%
Standard Conversion Factor	1,03	Output conversion factor		0,90
Labour Conversion factor	0,92	Input Conversion factor		1,10

Table D

Beneficiary adoption rates and phasing

Shows the total number of project beneficiaries, subdivided into activities and phased following the inclusion pattern envisaged by the project and reflected in the EFA and COSTAB

Large Leading Entities:	Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6
Warehouses (80T)	13	179	140	59		
Warehouses (1000T)	2	25	20	8		
Slaughterhouses	2	30	24	10		
Sub-total Large Leading Entities	17	234	184	77	0	0
Small-Medium Leading Entities:						
Wheat to Vegetable (tomato)	5	64	50	21		
Wheat to Orchard (apple)	1	19	15	6		
Wheat to Orchard (vineyard)	4	55	43	18		
Garden tomato to GH Tomato	2	21	16	7		
Sheep/Goat: from 5 to 20 heads	25	347	272	115		
Sheep/Goat: from 50 to 175 heads	2	31	24	10		
Rabbit breeding (compared to Sheep/Goat)	7	95	75	31		
Catfish aquaculture (extensive)	2	27	21	9		
Catfish aquaculture (intensive)	1	20	16	7		
Sub-total Medium-Small Leading Entities	49	679	532	224	0	0
Youth credit line (number of borrowers):						
Garden tomato to GH Tomato	8	99	69	115	38	
Sheep/Goat: from 5 to 20 heads	8	92	64	107	36	
Beekeeping	10	115	80	134	45	
Catfish aquaculture (intensive)	3	38	26	44	15	
Sub-total borrowers Youth credit line	29	344	239	401	134	0
Irrigation infrastructure	36	84	276	278	255	71
Incremental Suppliers	2231	30774	24131	10158	0	0
Incremental jobs	221	3054	2395	1008	0	0
Rural Guarantee Facility funds (credit lines)	0	20	80	100	1000	0
Total	2583	35199	27837	12246	1389	71
Total direct HH						80000
Indirect HH						21000
Grand Total (direct + indirect HH)						101000

Table E
Economic cash flow

Presents the overall project aggregation. Include the net incremental benefits of each financial model in economic terms, converted using shadow prices (table C) and multiplied by the number of beneficiaries (table D). Net incremental costs are to present all additional project costs. Last column indicates net cash flow to be used to calculate project profitability indicators such as NPV and economic IRR (EIRR).

ECONOMIC ANALYSIS	Values in '000 USD	Net Inc. Benefits	Incr. Costs	Cash Flow
	PY1	-7.518	6.592	-14.110
	PY2	-86.912	64.381	-151.293
	PY3	-72.447	51.513	-123.960
	PY4	-24.674	27.257	-51.931
	PY5	21.061	5.105	15.956
	PY6	52.473	738	51.735
	PY7	68.801	309	68.491
	PY8	82.903	309	82.594
	PY9	87.501	309	87.192
	PY10	89.099	309	88.790
	PY11	81.655	309	81.346
	PY12	78.102	309	77.793
	PY13	80.960	309	80.651
	PY14	86.605	309	86.296
	PY15	89.753	309	89.444
	PY16	89.751	309	89.441
	PY17	86.296	309	85.986
	PY18	87.173	309	86.864
	PY19	88.205	309	87.896
	PY20	89.571	309	89.261

NPV ('000 USD)	85.850
EIRR	23,9%

Table F
Sensitivity analysis

Demonstrates the sensitivity of project's profitability indicators to the risks identified in the project design document. For ease of reading, NPVs and EIRRs are colour coded. Sensitivity analysis should be used to identify critical values to be monitored during implementation (values in red).

SENSITIVITY ANALYSIS			
	$\Delta\%$	Link with the risk matrix	FIRR
Base scenario			24,0%
Project benefits	-10%	Combination of risks affecting output prices, productivity and adoption rates	22,2%
Project benefits	-20%		20,2%
Project benefits	-30%		18,1%
Project costs	10%	Increase of goods costs	14,2%
Project costs	20%		13,6%
1 year lag in ben.		Risks affecting adoption rates and low implementation capacity	15,6%
2 years lag in ben.			15,3%